

## **Brexit : Goodbye Britain ? – Conférence Visions d'Europe - 19/04/2016**

\* Yves Bertoncini : Directeur de l'Institut Delors

\* Olaf Henrcson-Bell : Conseiller AFE de l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris

\* Catherine Mathieu : Economiste de l'OFCE

Introduction :

Brexit = british exit. Eventuelle sortie du RU de l'UE. Référendum 23 Juin 2016. Cameron a fait la promesse aux britanniques d'organiser une consultation sur ce sujet en 2013 si il était réélu en 2015. Il est réélu en Mai 2015 donc il s'est engagé à faire le référendum avant la fin 2017.

Négociations engagées avec le Conseil européen et Tusk. Accord 19 Fév 2016 : satisfaisant pour Cameron donc soutient le maintien du RU dans l'UE.

Campagne officielle du referendum depuis Vendredi 15 avril 2016. Dernier sondage : 43% voteraient prrester, 15% d'indécis, 42% voteraient contre.

Questions des animateurs :

### **- RU est-il gagnant par son adhésion à l'UE ?**

Henrcson Bell : Cela revient à se demander si c'était une bonne idée de rejoindre l'UE ?oui clairement au niveau économique, au niveau de la sécurité. La meilleure décision serait de rester par rapport à cela.

Bertoncini : question qui se pose depuis le début car référendum dès 1975 = referendum d'appartenance après l'adhésion de 1973... Je suis directeur d'un think tank pro européen. Jacques Delors s'est fait insulté pour être aller au RU dans les années 80.

Construction européenne n'a pas apporté la paix au RU. Les britanniques ont l'impression de s'être défendus seuls face aux nazis. La Construction européenne n'a pas amené l'Etat de droit et la démocratie au RU, ni l'économie de marché.

En Grèce par exemple la question est toute autre. L'appartenance à l'UE a permis l'arrêt de la dictature, l'arrivée de la démocratie et un progrès économique.

Cette oscillation par rapport à l'UE en GB répond à une logique d'optimisation par rapport à l'adhésion au projet européen. Donc c'est à eux de dire s'ils ont l'impression d'avoir gagné dans leur adhésion à l'UE et reste à voir ce qu'ils gagneraient à sortir ou rester dans l'UE.

Mathieu : le RU est gagnant dans l'entrée de l'UE car l'intérêt était d'intégrer une économie du libre marché. Cet accès au libre marché a été un succès. UE pour les britanniques représente un grand marché accessible : importance pour les services financiers notamment. RU a eu un intérêt depuis 1975 à être dans l'UE. Mais le RU n'a jamais voulu rentrer dans l'UE avec un projet politique. Aujourd'hui la question de souveraineté est au centre. Question qui s'est présentée dans l'accord entre Cameron et Tusk en Février. Britanniques ont obtenu de ne pas aller « vers une union toujours plus proche ».

Henrcson Bell : importance des histoires différentes entre la Grèce et le RU par exemple comme on l'a dit. La vision de la 2GM au RU était la réussite des institutions politiques du pays. Ce qui explique que le taux de confiance des britanniques dans le parlement britannique est beaucoup plus important que le taux de confiance dans les institutions européennes. Mais les britanniques ne sont pas intéressés que par le marché unique, c'est faux de dire cela ! Ce

qui est vrai c'est que la question de souveraineté est centrale au RU. Mais je rejette l'idée que le RU ne voulait que rejoindre le marché unique, si c'est le cas on connaît déjà le résultat du 23 juin mais ce n'est pas le cas car l'UE a toujours été plus qu'un marché.

Mathieu : vous embellissez la vision britannique. Ex : Indépendance de l'Ecosse référendum 2014 : Cameron a fait un discours passionné pour que l'Ecosse reste dans le RU mais quand il parle de l'UE il n'a aucune parole de passion à son égard.

- **Est-ce qu'on a une sociologie sur les positions face au Brexit ? Ville/campagne ? riche/pauvre ?**

HB : Ce qu'on appelle les « nations » sont pour rester : Irlande, Ecosse sont pour rester. Londres est pour le maintien. Les villes sont pour rester.

Bertoncini : quand on compare avec d'autres pays de l'UE notamment avec la France, au RU on ne voit pas une différence entre les jeunes et les vieux. En France, les vieux votent plus pour l'Europe que les jeunes car ils ont le souvenir des guerres. Au RU ce n'est pas le cas, les vieux ne sont pas sensibles à l'Europe car ils ont l'impression de s'être défendus seuls.

Les élites britanniques ne sont pas homogènes, elles sont divisées sur la question. On a des représentants de la City qui sont favorables au maintien tandis que d'autres acteurs peuvent vouloir la sortie à tout prix par rapport à leur propre travail dans la City et parce qu'ils aspirent à aller à Singapour et dépasser le marché unique.

En France, les élites sont présumées europhiles et votent pour, tandis que les masses sont décrédibilisées et donc votent logiquement contre. Or au RU la division des élites peut être un avantage pour éviter le vote contre systématique des masses.

- **La division au sein du parti conservateur n'est-elle pas défavorable pour Cameron et sa campagne ?**

HB : il y a 6 ministres pour la sortie au sein du gouvernement. Le parti conservateur n'est pas divisé aujourd'hui à cause de l'Europe, ça fait 20 ans que le parti est divisé sur plusieurs thèmes.

Mathieu : pour moi c'est une approche positive de Cameron d'avoir dit en 2013 que s'il était réélu il ferait un référendum : c'est très démocratique de dire qu'on a des divisions, qu'une question fait débat et qu'il faut donc interroger la population. Au RU on met les choses sur la table, on discute donc pour moi c'est positif. Cela dit certains disent que c'est risqué car si le Non l'emporte ce sera difficile pour Cameron et pour son successeur.

Question de la souveraineté posée par l'Europe révèle des clivages qui transcendent les partis au RU.

Discours de Corbyn le Vendredi 15 Avril qui pense qu'il faut rester dans l'UE alors qu'en 1975 il avait voté pour la sortie. Pour lui, le fait de dire que l'on reste dans l'UE revient à dire que l'on reste mais avec une autre forme de l'UE avec une protection sociale plus développée, une protection des salariés. A l'inverse les conservateurs ont une toute autre image de l'UE, beaucoup plus libérale. On a donc deux grandes approches et discussions au RU sur ce point.

- **S'il y a Brexit, quel serait le sort de l'Ecosse et du Pays de Galles ?**

HB : le parti nationaliste en Ecosse qui va sûrement gagner les élections dans ce pays est pour le maintien du RU dans l'UE. Les sondages en Ecosse montrent qu'il n'y a pas de majorité pour la sortie de l'UE.

Bertoncini : le référendum est très démocratique, l'union n'est pas une prison, etc donc véritable vertu démocratique de montrer que la population a le choix.

Mais si j'étais nationaliste écossais, je voterais pour la sortie et je voudrais refaire un référendum pr la sortie de RU prre-renter dans l'UE.

- **Quelles conséquences (économiques notamment) pour l'Irlande du nord et quelles conséquences pour les relations Irlande du nord-Irlande du sud ?**

Mathieu : pas de grandes conséquences en réalité. Côté européen : 8% des exportations européennes sont à destination du RU. 40% des exportations de l'Irlande du sud vont faire l'Irlande du nord et inversement donc même sans l'UE on aurait des accords de libre-échange entre Irlande du nord et Irlande du sud. Donc cet argument de difficultés économiques ne tient pas vraiment.

HB : Irlande du Nord est une communauté assez rurale. L'agriculture est importante donc il y a une importance des fonds européens. Il est vrai que les liens économiques sont facilités par l'appartenance à l'UE. Plusieurs progrès ont été faits en Irlande du Nord et ont été facilités par l'UE.

L'accord de libre-échange du RU avec le Canada n'inclut pas tous les services. L'UE n'est pas qu'une zone de libre-échange. Donc cet argument d'avoir un accord de type canadien avec l'UE en cas de brexit n'a pas de réelle importance pour moi. Mais il est frappant de voir un débat public vif sur ce genre de questions techniques. Des chiffres ont été publiés pour savoir quels étaient les intérêts de cet accord de libre-échange et tout le monde en a discuté.

Mathieu : la campagne officielle a démarré vendredi dernier. Le gouvernement britannique a sorti hier un document de 200 pages sur l'analyse du trésor public britannique face à l'adhésion du RU à l'UE. Le point de démarrage de l'étude est : si le RU décide de quitter l'UE le coût sera de 4300 livres par famille à l'horizon 2030. Argument qui donne un montant aux familles de ce qu'elles vont perdre si le RU sort de l'UE pour les convaincre de voter pour le maintien. Chiffrage plein d'hypothèses qui paraît critiquable.

Bertoncini : Le brexit est assimilable à un divorce et quand on divorce on ne méconnaît pas la dimension économique et financière. Pour les britanniques, ça a toujours été un mariage d'intérêt et non d'amour. Le coût n'est pas une dissuasion dans tous les cas.

Si le RU sort de l'UE, ce sera un gain pour certains britanniques alors que pour d'autres ce sera une perte donc il faut faire des calculs sectoriels, personnels.

Il faut surtout que les personnes se demandent si on est souverain dans cette UE ou est-ce que Bruxelles gouverne ?

- **Quel regard sur l'accord signé sur la frontière du RU en 2003 avec la France et quel avenir de cet accord si le RU sort de l'UE ?**

HB : accords du Touquet entre la France et le RU. En France, certains hommes politiques ont dit qu'en cas de sortie, on utilisera cette opportunité pour renégocier ces accords. Au RU, c'est présenté dans le sens où l'UE a produit la situation de Calais en n'arrêtant pas les migrants ; ce qui n'est pas vrai en réalité. Les politiciens estiment que si le RU sort il y a un risque que la France laisse passer les migrants et que le problème nous revienne.

Bertoncini : Xavier Bertrand veut ré internaliser le problème de Calais au RU si celui-ci sort de l'UE.

Il y a une particularité que les britanniques ont su gardé avec leurs nombreux accords par rapport à Schengen, à la monnaie. Il y a aussi une particularité des britanniques qui se voient comme bridés par Bruxelles. Les britanniques se perçoivent comme suffisamment forts pour être seuls dans le monde et s'estiment libres.

On a l'Allemagne qui face à l'afflux migratoire massif a dit que le défi est considérable mais a dit « nous sommes l'Allemagne, nous sommes forts, nous allons y arriver » donc on a eu un vrai afflux vers l'Allemagne. On a la France dont les dirigeants n'ont pas pu dire cela et ont plutôt eu peur que les migrants nous envahissent alors que ceux-ci ne veulent pas venir en France. Donc par rapport au RU, la France est un pays de transit. Le RU pourrait se dire « nous sommes si attractifs ! » et en réalité non pas du tout. On a un discours anxiogène d'invasion par les migrants. Ce discours a entretenu les volontés de sortie de l'UE.

On peut comprendre que la Grèce se sente contrôlée par Bruxelles mais les britanniques pas vraiment...

Mathieu : j'estime que l'appartenance du RU à l'UE a une composante économique à la base et les britanniques sont très favorables au libre-échange. Mais une des libertés importantes dans l'UE est la liberté de circulation des travailleurs. Or quand les pays d'Europe centrale et orientale ont rejoint l'UE, le RU a eu quasiment tous les flux de ces migrants. On a alors eu une montée de l'euro-scepticisme au RU. La montée de UKIP est née de là et d'ailleurs UKIP a fait un score élevé aux dernières élections européennes. Une partie des britanniques dit ne plus vouloir des travailleurs polonais. Le RU a obtenu dans l'accord le « frein d'urgence » qui permet pdt 4 ans de ne pas accorder les mêmes droits sociaux pour les travailleurs venant d'Europe. Or c'est une brèche dans l'égalité des citoyens européens ! Donc ce sont des questions qui devraient être discutées au niveau européen car c'est une brèche très sérieuse dans le projet européen.

Bertoncini : l'accord entre le RU et l'UE est en fait un compromis qui a permis à Cameron de rentrer au RU en ayant un texte pour appuyer sa campagne pour le oui. On accorde maintenant aux britanniques une clause qui dit que les polonais peuvent venir au RU mais quand ils sont là ils ne peuvent accéder aux mêmes prestations sociales que les locaux jusqu'à 4 ans. C'est une discrimination possible pendant 4 ans. In fine, cela ne va pas jouer un gros rôle dans la campagne sauf pour certains électeurs UKIP. Mais les britanniques au lieu de se rendre compte de leur attractivité et de s'en réjouir, ont critiqué cette attractivité en termes d'invasion.

HB : cet accord n'est pas central dans le débat et ne suffit pas pour gagner le référendum mais il était nécessaire. Les britanniques ont un sentiment que les instructions arrivent de Bruxelles et que Londres doit appliquer. Donc cet accord permet de montrer aux britanniques que Londres peut aller à Bruxelles et négocier pour ses citoyens.

- **Cet accord ne joue pas un rôle majeur pour la décision des britanniques mais est-ce que ça n'a pas un réel impact sur le futur de l'UE et sur l'égalité entre états membres ?**

Bertoncini : il y a toujours eu une discrimination, il y a toujours eu des clauses de sauvegarde. Mais si ça devient des différenciations permanentes ça risque réellement de poser problème, ici ce n'est pas encore le cas.

Mathieu : en 2004 restrictions qu'on a mise en place à l'arrivée de nouveaux états mais ici c'est différent on dit qu'un travailleur européen n'aura pas les mêmes droits qu'un travailleurs britannique. Cette discrimination n'est pas justifiable alors qu'au RU on a un taux de chômage de 5%. UKIP a fait toute sa campagne sur le trop plein d'immigration en provenance de l'UE. Cameron a demandé aux européens de pouvoir restreindre les flux migratoires en provenance de l'UE => les européens ont refusé et on en est donc arrivé à cet accord sur les travailleurs européens.

HB : inquiétude de la part des citoyens sur la justice d'un système où, par exemple, un travailleur hongrois qui est en France peut toucher les aides françaises pour un enfant qui est en Hongrie. C'est cela qui gêne les britanniques et qui affaiblit l'appui public pour le concept de libre circulation des travailleurs.

Sur le LT et si on vote pour rester, ce qui est dans cet accord c'est l'acceptation de la réalité déjà existante que l'on n'est pas tous dans la même situation : certains sont dans Schengen, d'autres pas, certains sont dans le brevet européen, d'autres pas. C'est normal avec 28 Etats membres ! Cet accord confirme la réalité.

Mathieu : La question des allocations familiales est un tout petit point du débat et d'ailleurs il y a des choses à revoir entre européens sur ce point mais la question de la circulation des travailleurs est un point beaucoup plus important.

- **S'il y a brexit, est-ce que d'autres régions (Bavière, Catalogne) ou états (Hongrie, République Tchèque) pourraient demander la sortie de l'UE ou renégocier leurs adhésions ?**

Bertoncini : L'eurosepticisme aujourd'hui en Europe est très important. Il s'est répandu, il est multiple et contradictoire. Eurosepticisme est né chez certains car ils n'acceptaient pas d'aider les grecs notamment, d'autres sont devenus euroseptiques car ils refusaient l'austérité donc on a un eurosepticisme contre la solidarité et un eurosepticisme contre l'austérité. Mais on a aussi un eurosepticisme d'humeur qui n'est que temporaire et que même moi je peux ressentir par moment. L'europhobie c'est autre chose c'est la haine de l'Europe et la volonté d'en sortir.

Pour avoir visité la Pologne et la République Tchèque je peux dire que ces pays sont euroseptiques mais pas europhobes. En Hongrie, il n'y a pas de mobilisation pour la sortie de l'UE.

Il faut 2 choses : il faut un dirigeant qui accepte d'organiser un référendum d'appartenance comme l'a fait Cameron et il faut un peuple qui votera pour la sortie. Autant si on fait des référendums sans conséquence auxquels (par humeur) on peut dire non (accords UE-Ukraine au Pays-Bas) mais autant si on fait un référendum sur la sortie de l'UE on peut être rassuré sur la réponse je pense.

Mathieu : la taille du RU fait que s'il sort, il est capable de fonctionner seul. Alors que si on parle de la Grèce ou de la République Tchèque c'est tout à fait différent. Le RU a l'avantage de sa taille.

HB : Au RU si on sort ce ne sera pas la cause d'une majorité d'europhobes. Les britanniques passent toutes leurs vacances en France et des ministres ont des résidences en France et/ou parlent plusieurs langues européennes. Donc les britanniques ne détestent pas l'Europe mais détestent Bruxelles. L'eurosepticisme pour moi peut porter le RU à sortir de l'UE.

Mathieu : le RU a une vision très claire de ce que doit être l'UE : une Europe du libre-échange. Le RU est cohérent sur cette ligne depuis 1975. Le RU bloquera toujours sur certains points : taux d'imposition communs, politiques communes par exemple. Le RU doit rester dans l'UE car il porte une vision cohérente de l'Europe et en ce sens il est important dans le projet européen. Le choix d'un modèle pour l'Europe est derrière ce vote en réalité.

#### Questions du public :

##### - **Que se passerait-il pour la City en cas de Brexit ?**

Mathieu : on peut avoir 2 visions différentes. D'un côté c'est très bien pr la City que le RU appartienne à l'UE car les anglais prennent part aux décisions européennes et peuvent freiner toutes mesures défavorables à la City. Mais on peut avoir une autre approche : si le RU sort de l'UE il n'y a plus aucune réglementation à appliquer. Or la City aurait les mains libres pour faire ce qu'elle veut en matière de paradis fiscaux notamment si elle sort de l'UE. Ce serait les « british papers ».

HB : La City est clairement pour le maintien. Les « edgefunds » sont une minorité qui souhaite la sortie = 4%. Les organisations de la City sont en campagne pour le maintien. La City veut rester car elle travaille beaucoup en Europe et le libre échange des services financiers est central pour ce « business model ». De plus, la finance supporte mal les changements institutionnels. La City veut un type de règlement appliqué dans toute l'Europe et qui soit permanent. La City supporte très mal les mouvements au RU autour de ce brexit.

##### - **Est-ce que le RU est un frein au projet européen tel qu'il a été défini dans les 50's ?**

HB : l'Europe a toujours été une réflexion et un résultat des volontés des Etats membres. Sur la défense, la coopération dans ce domaine est forte entre le RU et la France. La vision franco-britannique est convergente ici.

Bertoncini : les français ont vu l'Europe comme un multiplicateur de puissance. Mais les français ont sabordé la CED. D'autres états sont alors arrivés en proposant l'Europe sur le modèle Benelux. Il y a un malaise français qui démarre par le fait que l'Europe a été créée comme un marché alors que les français n'aiment pas le marché et n'aiment pas l'Europe.

Les britanniques vont peut-être revenir sur le devant de la scène après le querelle du referendum. Même si le marché unique est important pour les britanniques, le RU reste quand même le pays pour qui le marché reste le moins important.

Ce qui est dans la campagne c'est l'incertitude économique : si on sort de l'UE, quel sera le cadre juridique pour certains investissements ? Si les britanniques sortent, quel droit s'applique pour les accords relatifs au marché commun ?

Quand on dit que les anglais ne sont pas dans Schengen on se trompe. Ils sont dans la coopération policière. Cameron insiste là-dessus dans sa campagne : il faut de la coopération européenne pour lutter contre le terrorisme. Il faut de la coopération policière pour cela, d'autant que les terroristes des attentats de Londres avaient été attrapés grâce à cela.

##### - **Que se passera-t-il quant au TTIP s'il y a Brexit ?**

HB : Sur le TTIP beaucoup trop compliqué de savoir ce qui se passera en cas de Brexit... on ne sait pas encore.

Bertoncini : Idée que si le RU sort, l'UE va conclure un deal seule avec les EU. Or les EU veulent avoir le RU dans cet accord donc quand Obama se rendra à Londres il pourra peut-être influencer la décision des britanniques.

Si Trump est président des EU, il a été clair : il refuse de dépenser un dollar pour les européens.

- **Un Brexit pourrait-il créer une crise notamment pour le marché financier britannique ?**

HB : oui et c'est normal, un tel bouleversement peut faire chuter la livre et va la faire chuter je pense. Cela dit je ne pense pas qu'il puisse y avoir une crise totale.

Mathieu : On a tendance à surestimer les effets possibles d'un brexit sur la livre, ce ne serait qu'un effet à court terme et peu perceptible. En cas de brexit, on aurait des accords commerciaux et financiers très rapides pour remplacer les accords européens donc pour moi il n'y pas de très gros risques de crise pour le RU en sortant de l'UE.

Bertoncini : il faut élargir les conséquences au domaine politique. Si Cameron perd son referendum il va perdre son leadership et devra sans doute démissionner de son poste donc on a une incertitude politique aussi. Mais le vote de maintien peut avoir des conséquences aussi, positives je pense. Sur l'aspect européen, ça aura aussi des conséquences. Les autres Etats membres réfléchissent déjà à ce qu'il faudra faire le jour d'après [après le referendum]. Cette querelle sur le brexit fait penser au grexit. Les européens critiquent Bruxelles et les pourtours de l'Europe sont en feu. Il faudrait que cette question du brexit soit soldée pour qu'on se recentre sur les menaces pour l'Europe et les véritables enjeux de l'Europe. Il faudrait que les européens regardent davantage le monde plutôt que se regarder entre eux.